



Compétitivité en péril

Relance par la demande, une mauvaise option pour notre souveraineté

L'objectif d'améliorer le pouvoir d'achat inscrit dans le programme du NFP aggraverait les déficits jumeaux, et donc notre endettement



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Le premier objectif économique du Nouveau Front populaire (NFP) est d'améliorer le pouvoir d'achat de la plupart des Français. Pour l'atteindre, il envisage de relever fortement le SMIC et d'augmenter massivement les dépenses publiques en finançant ces dépenses nouvelles par des hausses d'impôts sur les ménages les plus riches. Les économistes qui soutiennent ce programme en attendent une relance de l'activité économique par la demande.

Tous les modèles économiques montrent pourtant que, sans mesures permettant d'améliorer la compétitivité des entreprises, une telle relance par la demande entraîne automatiquement une hausse des importations et une dégradation du solde des échanges extérieurs. Or on voit plutôt dans le programme du NFP des hausses d'impôt sur les entreprises de nature à dégrader leur compétitivité.

“Qu'il s'agisse d'un déséquilibre des comptes publics ou des échanges extérieurs, le risque est le même : perdre la confiance de nos créanciers et subir une hausse insupportable des taux d'intérêt ”

Si la France avait des échanges extérieurs excédentaires et une position globalement créditrice sur le reste du monde, comme l'Allemagne, un tel programme pourrait être justifié, à condition de ne pas être trop inflationniste, mais ce n'est pas du tout le cas.

Le solde de nos transactions courantes avec le reste du monde (échanges de biens et services et flux de revenus) est en effet presque toujours déficitaire depuis 2007. En 2023, ce déficit était de 28 Mds €. Or il est financé soit en nous endettant vis-à-vis du reste du monde, soit en vendant des titres de propriété (actions de sociétés, immeubles...) à des étrangers. Dans le premier cas, il faudra rembourser ces dettes et, dans le deuxième cas, une partie de notre patrimoine passe sous contrôle étranger. C'est notre souveraineté qui est en jeu et qui serait réduite par cette relance.

Situation à risque pour les taux d'intérêt

À la fin de 2023, notre position extérieure nette vis-à-vis du reste du monde était débitrice de 793 Mds€, soit 28 % du PIB. Cela signifie que nos avoirs sur le reste du monde (titres de propriété et créances) étaient inférieurs de 793 Mds€ à nos engagements (titres de propriété et dettes). Une relance de la demande dégraderait encore plus cette position.

Le déficit public et le déficit des transactions courantes sont souvent liés – on parle d'ailleurs de déficits jumeaux – de même que la dette publique et la dette extérieure car, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du déficit public entraîne une augmentation du déficit des transactions courantes. Qu'il s'agisse d'un déséquilibre des comptes publics ou des échanges extérieurs, le risque est le même : perdre la confiance de nos créanciers et subir une hausse insupportable des taux d'intérêt que seule la Banque centrale européenne pourrait empêcher.

Le remède est également le même : des économies sur les dépenses publiques ou des hausses d'impôts qui permettent de redresser les comptes publics sans dégrader pour

autant la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire l'inverse de ce qu'envisage de faire le NFP.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

[S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 23/07/2024

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).